

Projet d'aéroport: soyons dignes

(Tribune de François de Rugy publiée le 30 novembre dans Ouest-France)

Ces derniers jours, les promoteurs du projet d'aéroport multiplient les tribunes et déclarations publiques. Qu'il leur faille déployer tant d'énergie, constituer un front aussi hétéroclite - intérêts privés, représentants publics - pour assurer la défense d'un dossier qu'on nous dit pourtant bouclé, débattu, décidé et inéluctable » sonne comme un aveu : le signe que le doute sur la pertinence de cet aéroport ne cesse de progresser.

La «vérité » - comme ils disent -, c'est que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes n'existe qu'en images de synthèse, sur les brochures en papier glacé de la société Vinci. Dans les procédures juridiques, il lui reste des étapes extrêmement critiques à franchir - au plan européen, comme au titre de la loi sur l'eau. Et dans les têtes, il peine à s'imposer.

Et pour cause : les arguments invoqués pour le justifier tombent les uns après les autres. La saturation annoncée de l'aéroport actuel ? Elle ne se confirme pas. Le besoin, le mythe, d'un « transfert » de l'aéroport et de la « fermeture » de Nantes-Atlantique ? Il se heurte à la nécessité pour l'usine Airbus de Bouguenais, de disposer d'une piste. Le montage financier qui fait la part belle à une société privée dont les promoteurs du projet semblent répugner à prononcer le nom ? Il apparaît de plus en plus contestable, au fil de l'expérience de ces partenariats toujours défavorables aux contribuables. Les nuisances sonores liées à l'exploitation de l'aéroport actuel ? Des pilotes eux-mêmes expliquent qu'elles pourraient être très sensiblement atténuées et ne constituent en rien une justification suffisante pour abandonner le site. Le choix de financer des projets aéroportuaires, au détriment d'autres investissements dans des transports du quotidien ? Son incohérence saute aux yeux, alors même qu'à Doha on alerte sur les dangers des gaz à effets de serre.

Aucune opération de relations publiques, aucun plan média ne suffiront à dissiper les doutes citoyens, pas plus que la caricature qui voudrait que les opposants soient adeptes d'un retour à la bougie ou de la guérilla. Chacun a pris conscience que réduire le débat à un face-à-face dangereux et stérile entre policiers et occupants du site éloignait de l'apaisement et de la sérénité indispensables.

Le gouvernement a consenti à un moratoire d'au moins six mois sur des travaux prévus initialement pour le début janvier 2013, le temps, nous dit-on, d'examiner le projet au regard de la loi sur l'eau : signe qu'il y a bien un problème. Il a annoncé la nomination d'une « commission du dialogue » : signe qu'il y a bien un déficit démocratique. Ces pistes, explorons-les ensemble, partisans du projet, opposants - dont je suis depuis la première heure -, comme toutes celles et ceux qui ne se sont pas fait leur opinion,

On dit souvent, avec juste raison, que la force de notre territoire tient dans la capacité de ses acteurs à construire, ensemble, leur avenir. Prouvons-le. Saisissons l'opportunité d'une médiation sincère et contradictoire. Remettons à plat ce projet, sans tabou. Bref, soyons dignes de notre territoire et de ses valeurs.